

Attitude des Français à l'égard de la qualité de l'air et de l'énergie en 2022 – Vague 9

Enquête annuelle sur la qualité de
l'air, les énergies renouvelables et les
économies d'énergie dans le
logement
Synthèse



EXPERTISES

Déc.
2022

*“opinion***way**

CITATION DE CE RAPPORT

OpinionWay, ADEME. 2022/12. Attitude des Français à l'égard de la qualité de l'air et de l'énergie. 9ème vague de l'enquête annuelle sur la qualité de l'air, les énergies renouvelables et les économies d'énergie dans le logement. 10 pages.

Cet ouvrage est disponible en ligne www.ademe.fr/mediatheque

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'oeuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 2021MA000153

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : OpinionWay
Coordination technique - ADEME : ROCCI Anaïs
Direction/Service : direction Exécutive Prospective Recherche

SOMMAIRE

1. QUALITE DE L'AIR..... 4

Les inquiétudes sur la pollution de l'air se concentrent de plus en plus sur l'air extérieur ..	4
Le soutien aux mesures pour limiter la pollution de l'air repart à la hausse.....	5
Le chauffage au bois est-il une variable d'ajustement face à l'inflation ?.....	5
La vigilance se rétablit en matière d'élimination de déchets verts	5

2. ENERGIES RENOUVELABLES (ENR)..... 7

La notoriété des ENR augmente fortement et rattrape parfois les records historiques.....	7
En pleine crise de l'énergie, l'image du solaire et du nucléaire s'améliore	7
La crise de l'énergie a-t-elle constitué une occasion de s'informer sur les ENR ?	8
L'acceptabilité des installations ENR s'améliore au niveau local	8

3. ENERGIE A DOMICILE 9

L'investissement dans une ENR pour son domicile n'a jamais autant intéressé.....	9
Mais les conditions financières restent une difficulté majeure	9
La nécessité de réaliser des travaux d'efficacité énergétique reste au plus haut	9
Malgré leurs efforts cette année, les Français ont déjà été plus vigilants sur les gestes de sobriété énergétique	Erreur ! Signet non défini.

La méthodologie

L'enquête, dont les résultats sont analysés ici, a été réalisée par l'institut de sondage OpinionWay auprès d'un échantillon de 1040 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview). Le questionnaire est d'une durée de 25 minutes environ. Le terrain a été réalisé du 13 au 22 septembre 2022.

L'enquête porte sur trois thématiques :

1. Les attitudes des Français à l'égard de la qualité de l'air
2. Les attitudes des Français à l'égard des énergies renouvelables
3. Les attitudes des Français à l'égard de l'énergie au domicile et des travaux de rénovation

Dans ce rapport, deux perspectives d'analyse sont privilégiées :

- o Des comparaisons dans le temps (le baromètre ayant été lancé en 2014, il s'agit de la 9^{ème} vague cette année)
- o Des comparaisons dans l'espace social ou idéologique

A noter que le baromètre s'appeller « Les Français et l'environnement » jusque-là.

1. Qualité de l'air

Les inquiétudes sur la pollution de l'air se concentrent de plus en plus sur l'air extérieur

La dégradation de la perception de la qualité de l'air observée en 2021 se poursuit cette année. C'est principalement le cas pour la perception de la qualité de l'air en France en général, qui perd 3 points et retombe à 64%. Les impressions concernant la qualité de l'air près de chez soi évoluent moins (72%, -1 pt), de sorte que **l'écart entre la perception de qualité de l'air près de chez soi et celle de l'air en France plus globalement atteint 8 point**, près des plus grands écarts mesurés.

Comme les années précédentes, la qualité de l'air extérieur est davantage mise en question que celle de l'air intérieur. Les témoignages de gênes ressenties à cause de l'air extérieur augmentent même de 3 points cette année (42%), annulant en partie la baisse de 8 points enregistrée entre 2018 et 2021. Il faut d'ailleurs remarquer **la forte hausse de l'air extérieur parmi les sources de pollutions identifiées par les Français à l'intérieur des habitations** (30%, +6 pts). Malgré tout, l'aération quotidienne de son logement demeure en tête des gestes pratiqués pour améliorer la qualité de l'air de son logement (80%, +4 pts). D'autres gestes voient leur diffusion augmenter, notamment l'évacuation de l'humidité intérieure (60%, +4 pts) et surtout **l'effort de ne pas fumer à l'intérieur des habitations** (46%, +7 pts) qui revient à des niveaux qui n'étaient plus observés depuis 5 ans (45% en 2017).

En très légère hausse cette année, la circulation routière (70%, +2 pts) et les activités industrielles (58%, +1 pt) demeurent de loin les principales sources incriminées pour la pollution de l'air près de chez soi. **Les activités agricoles sont quant à elles de moins en moins identifiées comme une source de pollution**, cette année étant la troisième année de baisse consécutive observée sur ce poste (23%, -3 pts depuis 2021, -6 pts depuis 2019).

La part des Français qui dit avoir souffert ou vu souffrir des proches de gênes imputables à l'air intérieur reste remarquablement stable (28%, -1 pt). Dans le détail, l'inquiétude concernant la qualité de l'air intérieur a rattrapé les niveaux d'avant Covid-19 pour deux lieux :

- Les crèches et écoles : 57% cette année (+3 pts) contre 56% en 2019 ;
- Le lieu de travail : 54% cette année (+2 pts) contre 52% en 2019.

En tout, 44% des Français témoignent de gênes à cause de la pollution de l'air (+1 pt) pour eux ou leurs proches.

Le soutien aux mesures pour limiter la pollution de l'air repart à la hausse

Après deux années d'érosion, le soutien aux mesures visant à réduire la pollution de l'air repart globalement à la hausse. Le classement des mesures les plus soutenues est toutefois peu affecté. **Les mesures pour faciliter l'accès aux transports en commun demeurent les plus plébiscitées**, qu'il s'agisse de la gratuité du réseau en cas de pic de pollution ou du développement des réseaux plus généralement (90%, +4 pts pour les deux mesures). Les plans de développement des mobilités douces sont également toujours fortement approuvés, en particulier les mesures favorisant les déplacements à pied (88%, +5 pts) qui reprennent la troisième place du classement.

En cette année 2022, marquée par l'inflation et la crise de l'énergie, **les mesures qui touchent plus ou moins directement au pouvoir d'achat sont les seules à voir leur soutien reculer**, sans s'effondrer pour autant. Une majorité des personnes interrogées demeure ainsi favorable à l'interdiction toute l'année de la circulation des véhicules les plus polluants sur une partie de la ville ou de l'agglomération en fonction de leur vignette CRIT'Air (53%, -4 pts). La mise en place de péages dans les centres-villes ou à l'entrée des villes inspire toujours beaucoup plus d'hostilité, mais un quart des personnes interrogées s'y montre tout de même favorable (26%, -3 pts).

Le chauffage au bois est-il une variable d'ajustement face à l'inflation ?

Pour la première fois depuis le début du baromètre, moins d'un tiers des Français déclare utiliser le chauffage au bois (30%, -4 pts). La baisse de l'utilisation de ce mode de chauffage est due à la **baisse de la part d'utilisateurs occasionnels** s'en servant en chauffage d'appoint (12%, -1 pt) mais surtout en chauffage d'agrément (11%, -3 pts). L'usage du chauffage au bois comme mode principal de chauffage reste stable (7%).

Parmi les utilisateurs du chauffage au bois, la diffusion des pratiques limitant la pollution de l'air générée augmente légèrement (91%, +1 pt). Les gestes les plus courants demeurent la vigilance sur la durée de séchage du bois (54%, +3 pts) et sur l'entretien de l'appareil et des conduits (49%, +2 pts), ce qui pourrait s'expliquer en partie par la réduction du nombre d'usages occasionnels. Ce dernier geste demeure toutefois nettement moins répandu qu'avant la pandémie de Covid-19 : 58% des utilisateurs du chauffage au bois citaient ce geste en 2019 et même 60% en 2014.

Année après année, **la connaissance des pollutions induites par le chauffage au bois non performant ne s'améliore pas**. 59% des utilisateurs du chauffage au bois sont étonnés d'apprendre que le seul chauffage au bois domestique non performant émet davantage de particules fines en France que le secteur des transports (+2 pts). A ces personnes s'ajoute encore cette année une part d'utilisateurs affichant leur défiance : 8% ne croient pas à ce chiffre (-2 pts). Toutefois en apprenant la pollution causée par le chauffage au bois non performant, une part croissante des utilisateurs du chauffage au bois déclare avoir envie de prendre plus de précautions : 57% cette année contre 53% en 2021.

La vigilance se rétablit en matière d'élimination de déchets verts

La part des Français déclarant ne pas avoir de déchets verts à éliminer atteint cette année son niveau le plus haut depuis le lancement du baromètre : 27% des Français déclarent ne pas avoir de jardin ou ne pas avoir de déchets verts (+3 pts).

Concomitamment, **le soin porté à l'élimination des déchets verts retrouve son niveau de 2020**. Après une baisse l'année dernière, la part des personnes interrogées qui les apportent en déchèterie est en forte hausse (42%, +7 points). Dans le même temps, le compostage à la maison et le recours aux bacs de collecte en porte à porte se maintiennent (respectivement 35% et 13%). De plus, les pratiques de brûlage des déchets sont en recul, pour revenir elles aussi à leur niveau de 2020 : 4% des personnes interrogées déclarent brûler leurs déchets verts à l'air libre (-2 pts), tout comme 4% déclarent le faire dans un incinérateur individuel (-1 pt).

Malgré une baisse par rapport à l'année dernière, les personnes qui déclarent brûler leurs déchets verts se justifient avant tout par le caractère pratique de cette solution (35%, -6 pts). Toutefois, le point marquant de cette vague du baromètre est la **forte hausse de la remise en cause du bien-fondé de l'interdiction du brûlage** :

- 34% des personnes concernées jugent qu'elles pollueraient plus en prenant leur voiture pour aller à la déchetterie (+12 pts) ;
- 29% déclarent ne pas comprendre pourquoi cela est interdit (+18 pts) ;

2. Energies renouvelables (ENR)

La notoriété des ENR augmente fortement et rattrape pour certaines leur plus haut niveau

Dans une année 2022 où les questions d'énergie bénéficient d'une large couverture médiatique depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, **plusieurs filières retrouvent des niveaux de notoriété spontanée plus observés depuis le lancement du baromètre**. Il en est ainsi de l'énergie éolienne, citée spontanément par 62% des personnes interrogées (+8 pts), soit un score plus atteint depuis 2015 (63%). Il en va de même pour la **filière solaire** que citent spontanément 57% des répondants (+9 pts). L'énergie hydraulique affiche quant à elle sa plus grande notoriété spontanée depuis le lancement du baromètre, 26% des personnes interrogées la citant comme une filière renouvelable qu'elles connaissent (+5 pts). L'énergie hydraulique est désormais deux fois plus citée que la biomasse ou que la géothermie (13% pour chacune de ces filières), alors qu'elle ne les devançait que de 3 points en 2014.

Cette année encore, l'échantillon a été aléatoirement divisé en deux moitiés pour tester deux listes différentes sur la question de notoriété assistée. Une première moitié de l'échantillon s'est vu proposer la liste utilisée en 2021, ce qui permet de remarquer les choses suivantes :

- L'ensemble des filières ENR affiche une notoriété assistée en hausse par rapport à 2021, confirmant les enseignements de l'évolution de la notoriété spontanée : de +3 points pour le photovoltaïque (90%), la géothermie (77%) et la biomasse pour biocarburants (67%) à +8 points pour l'hydraulique (84%) et le solaire thermique (78%) ;
- On observe toujours un écart de notoriété entre la filière solaire photovoltaïque et la filière solaire thermique (12 points cette année) ;

Une nouvelle liste a été proposée à la deuxième moitié de l'échantillon. Contrairement à la première liste, **elle présente séparément l'éolien terrestre et l'éolien en mer. Cela permet d'observer que l'écart de notoriété entre les deux filières est minime** (2 points à l'avantage de l'éolien terrestre). Cette nouvelle liste présente également des libellés différents pour certaines énergies par rapport à la liste proposée à la première moitié de l'échantillon, ce qui permet de noter que :

- Pour l'énergie hydraulique, l'adjonction de la précision « barrages » n'entraîne pas de variation notable de la notoriété (86% avec la précision contre 84% sans la précision dans la première liste) ;
- La précision « biomasse » nuit davantage à la compréhension que l'inverse :
 - Pour les biocarburants, le retrait de la mention « l'énergie biomasse » entraîne une hausse importante de l'identification de cette énergie (82% sans cette mention contre 67% avec dans la première liste), ce qui suggère qu'une partie des répondants est troublée, voire perdue par la mention « biomasse » ;
 - Le libellé « bois énergie pour le chauffage » recueille un score bien supérieur au libellé « biomasse bois » : 82% contre 50% ;
- Pour la méthanisation, la précision « biogaz » entraîne une hausse modérée de la notoriété mesurée (73% avec contre 67% sans cette mention dans la première liste) ;

En pleine crise de l'énergie, l'image du solaire et du nucléaire s'améliore

A l'approche de l'hiver, l'hypothèse de coupures d'électricité n'est pas écartée en France. Dans ce contexte, **les filières solaires et nucléaires voient leur perception s'améliorer par rapport aux autres**. Par rapport à l'année dernière, la filière solaire s'améliore sur chacun des aspects testés, et en particulier en tant que :

- Filière la moins polluante : +9 pts, 25% ;
- Filière permettant de lutter le mieux contre l'effet de serre : +9 pts, 25% ;
- Filière qui assure le plus l'indépendance énergétique : +9 pts, 26% ;

Cette dernière dimension est toutefois une des deux seules sur lesquelles l'énergie solaire est dépassée par l'énergie nucléaire, l'autre étant la perception en tant qu'énergie la plus performante. **Plutôt stable sur les autres qualificatifs, l'énergie nucléaire est justement en forte hausse sur les deux qualités citées :**

- 43% des répondants la désignent comme l'énergie la plus performante (+6 pts) ;
- 32% la désignent comme l'énergie qui assure le plus l'indépendance énergétique (+8 pts) ;

Dans cette logique, **le soutien au développement de l'énergie nucléaire dans le mix électrique français augmente nettement** par rapport à 2021. 32% des Français souhaitent que le parc nucléaire soit développé grâce à une nouvelle génération de réacteurs, contre 19% en 2021.

Toutefois, **une majorité des personnes interrogées se positionne encore pour une réduction de la part du nucléaire** (53%, -7 pts). Un tiers souhaite même l'abandon complet de la filière nucléaire pour se diriger vers un mix électrique à 100% renouvelable, signe que cette question est encore loin d'être tranchée dans l'opinion. De même, interrogés sur les solutions à développer pour assurer l'indépendance énergétique de la France dans les années qui viennent, 46% des répondants citent en premier le développement des énergies renouvelables. Les ENR supplantent la construction de nouveaux réacteurs nucléaires (28%) ainsi que la réduction de notre consommation d'énergie (25%).

La crise de l'énergie a-t-elle constitué une occasion de s'informer sur les ENR ?

Comme peut également le laisser penser la hausse de la notoriété des filières renouvelables depuis l'année dernière, **l'importance prise actuellement par les thématiques énergétiques semble se traduire par un plus grand niveau d'information chez les Français**. Si à la question des avantages des ENR, chacun des éléments proposés est davantage cité qu'en 2021, il en va de même concernant les inconvénients des ENR.

Les deux avantages les plus associés aux ENR se rapportent tous les deux à la notion d'impact réduit sur l'atmosphère : éviter la pollution de l'air : 71% (nouvel item) et lutter contre le réchauffement climatique (70%, +5 pts). Le caractère renouvelable à l'infini de ces sources d'énergie complète le podium, cité par 67% des personnes interrogées (+3 pts).

Pour ce qui est des inconvénients des énergies renouvelables, les deux premiers cités renvoient au bilan économique de ces énergies. 67% des répondants jugent que leur rendement est trop faible (+7 pts) et 66% estiment que l'investissement initial qu'elles nécessitent est trop élevé (+5 pts). Dans une autre optique, 66% des Français reprochent aux ENR le caractère intermittent de leur production (+7 pts).

L'acceptabilité des installations ENR s'améliore au niveau local

L'édition 2021 du baromètre avait acté une stagnation de l'acceptabilité locale des ENR à un niveau bas, voire une régression. Cette année, **l'ouverture des Français à voir s'installer près de chez eux une unité de production d'une filière ENR est en hausse**. La filière photovoltaïque demeure de loin la mieux acceptée (87%, +2 pts). La nette baisse observée l'an dernier sur la part des répondants qui accepteraient les installations photovoltaïques de toutes tailles est résorbée (24%, +6 pts).

L'hydrogène et le méthane bénéficient de dynamiques encore meilleures :

- 59% des personnes interrogées accepteraient une installation de production d'hydrogène, soit 5 points de plus qu'en 2021 ;
- 36% accepteraient une installation de méthanisation (+3 pts), et même la moitié sans compter les personnes qui déclarent ne pas être concernées par cette possibilité en raison de l'omniprésence d'habitations dans un rayon de 1 km autour de chez eux (51%, +4 points).

En plus d'une acceptabilité en hausse, les Français encore réfractaires à ces deux énergies (40% pour l'hydrogène, 34% pour la méthanisation) se montrent **plus sensibles à des mécanismes de contrepartie financière**. De tels dispositifs pourraient convaincre 30% des réfractaires à une installation d'hydrogène (+3 pts) et 32% des réfractaires à une installation de méthanisation (+3 pts) à accepter une installation près de chez eux.

Cette année encore, **l'éolien perd du terrain sur les autres filières testées en termes d'acceptabilité**. C'est que si la dégradation observée depuis 2019 est stoppée, l'acceptabilité de l'éolien ne fait que stagner : 36% au total (+2 pts) et 47% sans compter les personnes qui déclarent ne pas être concernées du fait de la présence d'habitations dans tout le périmètre autour de chez elles (+1 pt).

3. Energie à domicile

L'investissement dans une ENR pour son domicile n'a jamais autant intéressé

Après deux ans à un niveau historiquement bas, **la part des Français prêts à payer plus cher leur énergie pour passer d'une énergie classique à une énergie renouvelable revient à un niveau médian** (65%, +4 pts). Est-ce la hausse du prix des hydrocarbures qui induit de moindres réticences à effectuer cette bascule ? En moyenne, ces Français seraient prêts à ajouter 11,1% à leur budget énergie pour faire leur transition (+1,2 pts). De plus, face aux craintes de pénurie d'énergie et de coupures de courant, **les projets de production et de consommation de sa propre électricité n'ont jamais inspiré autant d'intérêt** (69%, +5 pts). Un tiers des répondants se dit intéressé par la perspective de devenir autonome à 100% (34%, +2 pts).

Témoignant de l'impact de la crise actuelle dans le secteur de l'énergie, **les apports des ENR à domicile** sont mis beaucoup plus en avant sur deux points sans rapport direct avec la transition écologique :

- **La facture énergétique** : 64% jugent que les ENR à domicile permettent de la réduire, soit 8 points de plus qu'en 2021 ;
- **La sécurité d'approvisionnement** : 61% citent le fait d'être autonome dans sa consommation d'énergie comme un avantage. Signe d'une confiance dégradée dans le réseau électrique actuellement, c'est 10 points de plus que l'an dernier et même 16 points de plus qu'en 2020 ;

Les conditions financières restent une difficulté majeure pour accomplir un projet

Ces déclarations volontaristes se heurtent toutefois à un passage à l'acte difficile : **seules 26% des personnes interrogées ont le projet d'investir dans les ENR pour leur domicile** (-3 pts). Pour 45% de ces personnes, le projet comprendrait une installation photovoltaïque, un niveau record depuis le début du baromètre (+9 pts par rapport à 2021).

- Le critère territorial influe surtout sur la certitude associée au projet d'investissement dans les ENR pour son domicile : 8% des habitants de communes rurales investiront *certainement*, contre 5% dans les communes de 2 000 à 19 999 habitants, 6% dans les communes comptant 20 000 à 99 999 habitants et 4% dans les agglomérations suivantes. A Paris intra-muros, personne ne déclare être certain de ce lancer dans ce type de projet.

Comme les années précédentes, **le coût trop élevé de l'investissement nécessaire est la première raison évoquée** par les personnes n'ayant pas l'intention d'investir dans une ENR pour leur domicile (38%, +3 pts). De même, la baisse du prix des équipements et des travaux est le premier facteur cité parmi ceux qui pourraient inciter à investir dans les énergies renouvelables et enregistre une forte hausse (40%, +6 points), suivi par l'augmentation des soutiens financiers (29%, +1 pt). Nouvelle preuve de la dureté de la situation actuelle, **l'augmentation du prix de l'énergie est beaucoup plus citée que l'an dernier en tant que déclic potentiel** (25%, +8 pts).

La nécessité des travaux d'efficacité énergétique dans les logements reste au plus haut

Comme en 2021, deux tiers des Français jugent qu'au moins un type de travaux d'efficacité énergétique est nécessaire dans leur logement (64%, stable). Parmi ces personnes, l'intention de réaliser ces travaux est également semblable à l'an dernier (36%, -1 pt). Même chez les personnes qui ont un projet de travaux d'efficacité énergétique, une part stable affiche son intention de les réaliser dans l'année qui vient (55%, -1 pt). **A date, on ne voit donc pas les effets des incertitudes sur le front de l'énergie pour les projets de travaux d'efficacité énergétique.** Le terrain d'enquête ayant été réalisé en septembre, il sera toutefois intéressant d'observer cet indicateur l'an prochain, une fois des leçons de cette épreuve tirées.

Les Français se mobilisent pour économiser l'énergie

Depuis le début du baromètre, seule une part marginale des personnes interrogées déclarent qu'elles ne font aucun geste pour économiser l'énergie dans leur quotidien. De fait, cette année, 94% des personnes

interrogées déclarent faire au moins un geste, soit 3 points de plus qu'en 2021. Cette part a toutefois déjà été plus élevée (97% en 2018).

Alors que le coût de l'énergie s'envole en Europe, **chacun des usages testés permettant d'économiser l'énergie est plus cité qu'en 2021**. Les trois gestes les plus courants restent les mêmes que l'an dernier :

- Eteindre les lumières quand on n'est pas dans une pièce (72%, +9 pts) ;
- Privilégier les ampoules basse consommation (58%, +4 pts) ;
- Baisser ou éteindre le chauffage en cas d'absence prolongée (51%, +5 pts) ;

D'autres petits gestes du quotidien faisant écho aux messages du gouvernement affichent une forte hausse de leur diffusion :

- Le port de vêtements chauds afin de pouvoir baisser la température de son logement (47%, +13 pts) ;
- La limitation de sa consommation d'eau chaude (40%, +10 pts) ;

Les motivations associées aux gestes d'économie d'énergie sont le reflet de la période actuelle de crise. Les motivations économiques sont en hausse, 32% citant l'augmentation de la facture énergétique (+8 pts) et 23% la volonté d'économiser car leur situation financière l'impose (+4 pts). La volonté d'éviter le gaspillage perd même la première place de ce classement, qu'elle avait occupé chaque année depuis le lancement du baromètre (25%, -2 pts). La motivation environnementale n'avait plus été aussi faible depuis 2016 : elle n'est citée que par 13% des Français (-4 pts).

L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols, etc., nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur « ensem



Attitude des Français à l'égard de la qualité de l'air et de l'énergie en 2022

9^{ème} vague

Cette édition 2022 du baromètre analysant les relations des Français à la qualité de l'air et l'énergie est marquée par quatre enseignements majeurs :

La perception de la qualité de l'air extérieur continue de se dégrader, ce qui inspire en conséquence des craintes concernant la qualité de l'air intérieur. Face à cette situation, les mesures pour limiter la pollution de l'air sont davantage approuvées, hormis celles ayant un impact direct sur le budget des ménages.

Dans un contexte de forte médiatisation des enjeux énergétiques, la notoriété des ENR connaît une forte hausse, tout comme la reconnaissance de leurs avantages. En parallèle, le soutien à l'énergie nucléaire se renforce également, nourri par une image de filière offrant performance et indépendance.

Face à la double incertitude pesant sur les prix et sur l'approvisionnement en énergie, l'intérêt pour un investissement dans une ENR pour son domicile est au plus haut. Toutefois, les obstacles financiers demeurent et la part de Français comptant réaliser leur projet est stable.

Les gestes de sobriété énergétique augmentent fortement face à l'envolée des prix de l'énergie. Cette hausse ne suffit toutefois pas à revenir aux niveaux observés au lancement du baromètre.

